

Le Grand Paris Express sera-t-il remis en question ?

Publié le 25 mai 2012 par C.Dubois Nogent Citoyen

Accouché dans la douleur mais dans la concertation, au terme d'intenses mois de débat entre deux projets concurrents (Etat et région), le Grand Paris Express, projet de métro périphérique autour de Paris sera-t-il remis en question suite à l'élection de François Hollande ? Quelques élus s'en inquiètent alors que le dossier du Grand Paris a été confié à Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires.

La secrétaire nationale des Verts, par ailleurs conseillère municipale de Villeneuve Saint Georges et élue à la région, n'a en effet jamais caché ses réticences face au projet de Grand Paris Express, inquiète notamment de sa gouvernance, entièrement sous la tutelle de la Société du Grand Paris (détenue par l'Etat). (Voir à ce sujet [une interview donnée au site Paris est sa banlieue http://parisbanlieue.wordpress.com/2011/02/10/grand-paris-express-zone-unique-et-grand-paris-tout-court-cecile-duflot-explique-la-position-deurope-ecologie-les-verts/](http://parisbanlieue.wordpress.com/2011/02/10/grand-paris-express-zone-unique-et-grand-paris-tout-court-cecile-duflot-explique-la-position-deurope-ecologie-les-verts/)).

Sans indiquer remettre le projet en question, la ministre, interrogée sur cette question à l'occasion d'une réunion de campagne jeudi 24 mai, n'y a pas non plus affirmé son soutien massif, évoquant plutôt une « concertation approfondie » avec tous ses protagonistes, pour évaluer avec eux « quel est son avenir, l'évaluation qui est en faite et quelle est la nouvelle donne suite à l'élection de François Hollande ».

Commentaires de l'AMUTC

L'AMUTC fait partie des protagonistes et a vocation à participer à la concertation « approfondie » annoncée.

De quoi susciter des réactions du côté des élus locaux de tous bords. Ainsi Christian Favier, président du Conseil général du Val de Marne et de l'association Orbival (association d'élus du département ayant travaillé à un projet de métro pour relier les villes du 94, dont le tracé a été intégralement repris par le Projet du Grand Paris Express), a-t-il publié un communiqué dès ce matin, pour défendre le projet de supermétro et témoigner de son inquiétude de voir confier ce dossier à une personne qui ne l'a pas soutenu au sein de la région.

« Toute remise en cause de ce projet qui a fait l'objet d'un accord unanime entre l'Etat, la région Ile-de-France et les huit départements franciliens, serait incompréhensible pour nos concitoyens et funeste pour nos territoires. Je m'y opposerai donc avec force. » Et de rappeler que, dans le Val de Marne, trois lignes de métro et dix-sept nouvelles gares devraient voir le jour à partir de 2018 dans le cadre du Grand Paris Express.

« Grand Paris Express et le plan de mobilisation des transports (ndlr : destiné à améliorer le fonctionnement de certaines lignes de RER et métro existantes) sont donc deux projets complémentaires et doivent avancer de concert. C'est essentiel pour l'avenir de la région capitale et pour celui de ses habitants. (...) Il faut maintenant que chacun des partenaires tienne les engagements financiers qu'il a pris. Il ne peut donc être question de revenir d'un centimètre en arrière. D'autant que le travail technique engagé par la SGP et le STIF en lien permanent avec les collectivités locales avance vite et permet d'envisager sérieusement un démarrage des travaux dès 2014 en Val-de-Marne. »

Commentaires de l'AMUTC

On comprend l'inquiétude de Christian Favier : il reste que le GPE est un compromis boiteux arraché au forceps par Nicolas Sarkozy et adopté avant même la fin du débat public (le 26 janvier 2011) sans en attendre les conclusions. Ces dernières n'ont pas été respectées puisque la ligne Orange retenue ne correspond pas à la demande très forte en faveur d'une rocade bouclée de type Arc Express. En outre personne ne peut dire aujourd'hui comment fonctionnera cette ligne Orange et la mise au point du projet est freinée par la concurrence entre STIF et SGP.

Pour sauver le GPE, il faut le recadrer.

Une inquiétude partagée par Jacques JP Martin, maire UMP de Nogent sur Marne, vice-président de Paris Métropole et secrétaire de l'association Orbival. « Les 200 collectivités membres de Paris Métropole, au sein duquel siègent la région Ile-de-France et les départements, ont réussi à trouver des accords sur les transports, les contrats de développement territorial, le logement et la péréquation financière, le minimum serait de préserver ces acquis. » Et d'insister sur la concertation du projet en amont. « Nous avons démontré dans le Val-de-Marne, dans le cadre d'Orbival, notre capacité à travailler dans le respect mutuel entre élus

de toute sensibilité politique. Cet engagement, nous y tenons tous. Il serait particulièrement dommageable pour les habitants de cette région et de la métropole parisienne que la dynamique créée soit mise en cause par des évolutions qui ne seraient pas préalablement débattues avec les collectivités. Il est donc naturel que nous attendons du nouveau gouvernement écoute, dialogue et partenariat pour faire du projet du Grand Paris une réussite au service de l'ensemble des habitants de notre métropole. »

Au sein du Parti socialiste, plusieurs élus se sont en revanche félicités de la prise en charge du Grand Paris par Cécile Duflot. Ainsi, Luc Carvounas, sénateur-maire PS d'Alfortville a-t-il salué dans un communiqué « *les récents engagements pris par Cécile Duflot en faveur d'une avancée rapide sur le Grand Paris et du lancement d'une concertation avec l'ensemble des acteurs concernés.* » Le même a néanmoins rappelé que « *la vigilance des élus territoriaux sera aussi importante que leurs attentes.* »

Du côté de la Société du Grand Paris (SGP), difficile de communiquer sur le sujet alors que la nouvelle ministre de tutelle vient tout juste de prendre ses fonctions. Pour l'instant, une seule réponse est de mise « *Nous continuons à travailler.* » Pour l'heure, une dizaine d'accords cadre ont déjà été signés entre Etat et collectivités en vue de mettre en place les contrats de développement territorial (CDT) qui doivent acter le développement du logement autour des futures gares. Il y a deux semaines, le groupement Jacques Ferrier Architectures avait aussi remporté la consultation pour conseiller la SGP dans la définition des archétypes d'une nouvelle génération de gares de métro, en inventant une image propre aux gares du Grand Paris.

Grand-Paris-Express, zone unique et Grand-Paris tout court : Cécile Duflot explique la position d'Europe-Ecologie-Les-Verts

Publié le 10/02/2011 by [parisbanlieue](#)

Quand on interviewe Cécile Duflot, en arrivant en retard de 5 minutes parce qu'on a laissé passer sa correspondance (maudit blackberry), elle vous répond que ça ne pouvait pas être pire que la ligne D ce matin, où on a fait descendre tous les passagers d'une rame pour les entasser dans la rame suivante. Du vécu ! Et un peu plus tard dans la discussion, elle précise qu'un des aspects du problème du STIF et de la région, c'est que d'aucuns doivent décider des transports en commun, mais ne les prennent jamais. Une remarque que j'avais entendu il y a quelques années lors d'une session de la Conférence Métropolitaine et qui avait fâché tout rouge Jean-Paul Huchon, président du STIF au titre de sa présidence du conseil régional.

Cet accord ce n'en est pas un, une annonce appuyée sur rien, on confie tout à la SGP et à l'État, sans garantie, et rien ne garantit qu'on commencera par le 93 ou le 94, malgré la pose du premier rail symbolique d'Orbival. Pour Cécile Duflot, on commencera par Roissy Express et on s'arrêtera là après 2012, renvoyant les « optimistes » comme Paris est sa banlieue au fait que les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Sur la logique du rapprochement, elle rappelle que quand Huchon et Péresse « *se fracassaient l'un contre l'autre* » dénonçant des « *projets complètement pourris* », les Verts disaient déjà qu'il fallait les rapprocher.

Sur le rôle de la région dans les transports, Cécile Duflot est à la fois lucide et honnête. « *Il n'y aurait pas eu le Grand-Paris (le projet de transports du gouvernement) s'il y avait eu un projet qui avançait plus vite du côté de la région... et je pense qu'on est nombreux à le regretter.* » Une pierre dans le jardin de Jean-Paul Huchon. Le même Jean-Paul Huchon dont elle accuse le reniement sur le tarif unique du passe Navigo. De quoi se poser des questions sur la solidité de l'alliance EELV-PS à la région à la veille des cantonales...

Et puis la chef de file d'Europe-Ecologie-Les-Verts donne sa vision du Grand-Paris, l'ancien département de la Seine, auquel il faudrait ajouter Versailles, Roissy et Orly et Evry, au-delà de ce que d'autre ont déjà proposé (j'avais évoqué Philippe Dallier et son projet de Grand-Paris avant l'interview), Elle parle du périmètre de cette zone dense dans laquelle il faut travailler ensemble, « *ce que fait un peu Paris-Métropole, mais un peu mollement...* » Et pour elle, il faut trouver une méthode de prise de décision.

« *Les prochaines échéances municipales poseront le lien entre Paris et la banlieue. Il n'y a pas à réfléchir entre Paris s'étend contre les banlieues, ou les banlieues résistent contre Paris. Il faut être dans une logique de coopération.* » Bref, j'étais venu pour une interview sur les transports et la position d'EELV sur le projet de Grand-Paris-Express et je ressorts du bureau de Cécile Duflot avec un discours qui ressemblerai presque au programme d'une candidate aux municipales parisiennes. Jean-Marie Le Guen ferait-il des émules ?

Pourquoi ce désaccord sur le Grand-Paris-Express, qui donne l'impression d'une approche plus politique et idéologique, que le souci des transports en commun ? On a vu lors des débats que l'idée de faire converger les deux projets était ce qui était porté par le public, c'était ça l'attente. D'autre part, il y a aussi une très grosse attente pour que quelque chose

se passe enfin, et au moment où ça se passe, vous claquez la porte.

Mais vous ne pensez tout de même pas que vu l'intérêt pour le débat, le plus grand débat public à ce jour, plus de 20.000 participants, on ne pourra pas reculer après un tel effet d'annonce ?

Cela veut peut-être dire que, plutôt que de discuter de tracés et de cartes, la question majeure qu'il faut traiter est celle de la gouvernance, peut-être que le STIF n'est pas la meilleure façon d'aborder les transports. Est-ce que la région est à la hauteur sur le dossier, comment peut revoir tout ça, et même plus globalement encore c'est la question de la gouvernance du Grand-Paris qui est carrément absente dans le débat sur les transports de la métropole ?

Justement, le tarif unique, ça en est où ?

Interview réalisée le 7 février 2011

Jean-Paul Chapon

11 réponses à Grand-Paris-Express, zone unique et Grand-Paris tout court : Cécile Duflot explique la position d'Europe-Ecologie-Les-Verts

Parisien dit : 11/02/2011

Je la trouve très légère sur le tarif unique, marteler que c'est symbolique, parler de barrière mentale alors qu'il y aura sans doute un accroissement du trafic qui n'a toujours pas été calculé et qu'on ne sait pas si un réseau déjà très chargé est capable de d'absorber de nouveaux visiteurs.

Internaute A dit : 11/02/2011

bah justement !! allez !!! Un peu de courage... Même si c'est vrai, la stratégie de la saturation propre à Pat Braou (Plaine non-commune) se solde par des réalités digne du Caire !! (Peu lui importe puisqu'il a son chauffeur Pat pour rentrer le soir à Neuilly...)

En tout cas il faut faire le plongeon parfois... mais sur le tarif unique, j'engloberai mon propos dans un commentaire + globale à Cécile D. qui doit réviser sa géographie, je reste convaincu qu'elles n'a jamais circulé au delà de Montreuil... (ou peut-être Evry, mince alors, chez ce taré SarkomaMiste – BenBesson AliBarak de Vals ?) enfin je me trompe certainement...

Internaute B dit : 11/02/2011

D'une manière générale, le débat sur le tarif unique est gâché par quelques formules à l'emporte-pièce et relevant d'une certaine idéologie : mesure symbolique, « unification de la métropole », fin de l'humiliation dit même Cécile Duflot, et j'en passe. C'est dommage, parce que cela empêche de voir d'autres choses.

Au vu d'un certain nombre d'analyses économiques et géographiques, il se trouve que la relative unité de la métropole parisienne est tenue, paradoxalement estimerait certains, par l'absence d'unification tarifaire : c'est le différentiel de prix entre centre et périphérie qui maintient une certaine taille urbaine, on le sait depuis longtemps déjà, et la libération des coûts du transports a plus que largement contribué à l'accroissement des aires urbaines. Si le coût du transport diminue et s'égalise sur l'ensemble d'une région, du centre à ses périphéries les plus lointaines, l'effet quasi-mécanique n'est donc pas, comme l'énonce C. Duflot, de permettre aux gens d'aller se balader le week-end à la campagne : on va au contraire voir s'éloigner encore une partie de la population qui trouvera, loin du centre et de la proche banlieue, à la fois des prix immobiliers moins élevés, et désormais des coûts de transports moins élevés. Avec tout ce que cela comporte de distances parcourues, de distance au travail, d'accessibilité aux emplois et aux services, et même de pression foncière dans des secteurs qui ne la subissaient pas auparavant. Car ce ne sont pas forcément les plus avides de campagne qui vont s'éloigner du centre (entendu comme Paris+communes voisines).

J'ajouterai une chose : le débat public, toujours porté par de grandes idées peu pragmatiques, occulte aussi très régulièrement que, si le coût du transport est effectivement plus élevé pour les plus éloignés, le taux de subventionnement par la puissance publique l'est aussi. Ce qui, évidemment, est loin d'une « humiliation ».

Ne renonçons pas aux équilibres possibles, certes, mais attention au simplisme des débats sur le tarif unique, il y a une vraie matière à réflexion complète et décloisonnée des effets d'une telle mesure, et des méthodes d'accompagnement, foncier notamment.

Internaute C dit : 15/02/2011

La phrase qui m'a beaucoup intéressé de la part de Cécile D est « qu'on a totalement donné les clé à la SGP » en sachant que SGP c'est la droite UMP. Franchement, si ce qu'elle dit est vrai, on va vraiment droit dans le mur. Et c'est une véritable catastrophe pour la région. Une désillusion totale.

Il faut se souvenir que le gouvernement qui est jusqu'à maintenant n'a pas fait grande chose pour la région à part la symbolique bêtise qui n'est autre que le CDG Express. Un projet ferroviaire qui permet à un tout petit groupe de minorité d'élitiste de traversé le département de 93 sans avoir à faire à un seul contact avec les racailles (pour ne pas dire sous-hommes) entre Paris et l'Aéroport de CDG.

Alors que la région surtout la gauche à tout fait pour le développement du transport dans notre région y compris pour le 93 et 94. Pour preuve depuis Lionel Jospin jusqu'à l'actuel SDRIF qui sont des projet concrets. Tandis que le gouvernement qui est jusqu'à maintenant droite UMP a toujours bloqué le projet et puis n'ont hésité à montes sur les toits et oser dire comme le fait Valérie Lepécresse que « la gauche n'a rien fait pour la région ».

Le STIF est l'organisation qui gèrent le transport dans notre région, et c'est à cette organisation de donné le clé du projet du Grand Paris Express. Pas la SGP qui n'a aucune compétence pour la région et qui ne ferait qu'affirmé les mêmes pressentiments que Cécile à déclaré de la désillusion. SGP=UMP=Sarkozy=des promesses jamais tenues.

Evous.fr 25 mai 2012

Cécile Duflot, ministre chargée du Grand Paris

Alors que le ministre délégué à la Ville et actuel président de la communauté d'agglomération de Saclay François Lamy lui disputait l'attribution du Grand Paris, la ministre de l'Égalité des territoires et du Logement a confirmé qu'elle était bien en charge du dossier. Elle a déjà annoncé une concertation avec tous les acteurs du projet « dans les jours qui viennent ».

Depuis la nomination du gouvernement la semaine passée, le **flou** régnait sur l'attribution du Grand Paris. **Cécile Duflot**, ministre de l'Égalité des territoires et du Logement, et **François Lamy**, ministre délégué à la Ville, avaient tous deux la légitimité pour se charger de ce grand chantier. Un flou que la chef de l'opposition au conseil régional d'Ile-de-France, l'ex-ministre du Budget UMP **Valérie Pécresse** s'était empressée de souligner, dans un communiqué publié mercredi 23 mai : « **Le Grand Paris est aujourd'hui en péril** (...) Une semaine après la constitution du nouveau gouvernement, le Grand Paris cherche désespérément le ministre qui sera en charge de ce dossier. »

C'est désormais officiel : l'écologiste Cécile Duflot hérite du Grand Paris. Elle l'a annoncé mercredi soir lors du conseil municipal de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), où elle siège. L'information a été révélée par Le Parisien. Sa première déclaration de ministre en charge du Grand Paris ? « **Le Grand Paris avait été imposé de manière brutale par l'ancien président de la République. Il devra être rediscuté, notamment pour permettre une articulation plus importante entre les collectivités locales et l'État** », lit-on dans Le Parisien. Le chantier du Grand Paris est extrêmement vaste. Il s'étend de la mise en œuvre du métro automatique **Arc Express** en rocade de la petite couronne à la construction de 70.000 **logements neufs**, en passant par le développement d'une « Silicon Valley à la française » sur le plateau de **Saclay** (Essonne).

Pour rappel, pendant la campagne présidentielle, **François Hollande** avait écarté une large remise en cause du Grand Paris : « **Je serai bien entendu très attentif à ce que le projet du Grand Paris se poursuive car les accords trouvés méritent d'être menés à bien** », avait-il écrit en réponse à un questionnaire de l'association des maires d'Ile-de-France.

Reste une question... Les écologistes d'EELV, dont Cécile Duflot est encore aujourd'hui la secrétaire nationale, se sont toujours montrés très critiques envers le projet du grand Paris tel qu'il était mené par la droite. Pire : ils ont aussi eu **le plus grand mal à s'accorder sur ce point avec leurs alliés socialistes d'Ile-de-France**.

Premier élément de réponse : la ministre a annoncé jeudi soir, en marge d'une réunion publique qu'elle menait en tant que **candidate aux législatives à Paris**, qu'elle allait lancer, « **dans les jours qui viennent** », **une concertation avec les acteurs du projet. L'objectif ?** « Évaluer avec eux quel est son avenir, l'évaluation qui est en faite et quelle est la nouvelle donne. » Elle a surtout évacué tout risque de divergence de vue au sein du gouvernement : « **Mes positions antérieures sont connues** », a-t-elle ainsi lancé avant de préciser : « J'ai été nommée en connaissance de cause mais (...) **je suis celle qui va faire en sorte que le projet soit sur de bons rails.** » Décidément, l'appel à la cohésion gouvernementale lancé par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a été entendu...

Pozzo di Borgo (NC) critique le choix de Duflot pour porter le Grand Paris

25.05.2012

Cécile Duflot © Bertrand Langlois / AFP

(AFP) - Le sénateur centriste (NC) Yves Pozzo di Borgo s'est indigné vendredi contre le choix de confier à **Cécile Duflot**, ministre de l'Égalité des territoires, le dossier « sensible » du Grand Paris, rappelant que l'élue écologiste avait critiqué le projet à la région.

« Comment peut on confier une telle responsabilité à une élue écologiste qui annonçait il y a peu que le Grand Paris ne se ferait pas ? Avec de telles déclarations, elle ne peut pas être légitime pour conduire cette mission », s'est exclamé le sénateur de Paris dans un communiqué. « C'est un dossier qui demande une implication à temps plein et un engagement total de la part du responsable en charge. Nous sommes très inquiets de cette décision, **François Hollande** semble se désintéresser du sujet », a-t-il critiqué.

Cécile Duflot a annoncé jeudi qu'elle allait lancer une concertation « dans les jours qui viennent » sur le Grand Paris avec « tous les acteurs » du projet, assurant agir « sans a priori ». En février 2010, en marge d'un débat à Rouen, Mme Duflot avait estimé que le concept du Grand Paris prôné par Nicolas Sarkozy était « une vision de l'aménagement du territoire datant des années 1970 ». Mais elle avait aussi affirmé lors de la campagne des régionales de 2010 que les « décisions » sur l'organisation du Grand Paris « devront être validées par référendum », et avait assuré qu'elle se battra pour que ce soit « les Franciliens qui décident de leur avenir ». Le projet comprend notamment Grand Paris Express, une double boucle de métro automatique nécessitant la construction de 205 km de nouvelles voies qui doit être bouclée vers 2025. Le premier forage de reconnaissance du sol a été réalisée fin mars à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Cécile Duflot va lancer rapidement une concertation sur le Grand Paris

Par A. l'AFP

Publié le 25/05/2012 La Gazette des communes

Cécile Duflot, la ministre de l'Égalité des territoires, a annoncé jeudi 24 mai 2012 qu'elle allait lancer une concertation « dans les jours qui viennent » sur le Grand Paris avec « tous les acteurs » du projet, assurant agir « sans a priori ».

Interrogée sur ce sujet en marge d'une réunion publique sur les législatives, la candidate EELV dans la 6^e circonscription parisienne a déclaré : « Je vais lancer dans les jours qui viennent, presque les heures qui viennent » les invitations pour une « concertation approfondie avec tous les acteurs de ce projet, pour évaluer avec eux quel est son avenir, l'évaluation qui est en faite et quelle est la nouvelle donne » avec l'élection de François Hollande.

Trouver le point commun qui permet d'avancer vite - « La fonction d'un ministre en charge de ce dossier-là n'est pas pour l'heure d'avoir un avis mais plutôt d'identifier ce qui sera, en lien avec l'ensemble des acteurs, le point commun qui permet d'avancer vite parce que la question c'est quel est l'avenir de la métropole et il ne peut être dessiné qu'en commun », a-t-elle dit, s'en prenant à la « méthode choisie » par le précédent président Nicolas Sarkozy consistant à dire « je décide et ils vont faire ».

Mme Duflot a assuré qu'elle allait « avancer » dans ce dossier « sans a priori et avec beaucoup d'envie », parlant de « phase de discussions et de réévaluation du projet tel qu'il a été dessiné ».

« Mes positions antérieures sont connues », a dit la présidente du groupe EELV au conseil régional d'IDF : « J'ai été nommée en connaissance de cause mais je ne suis pas la ministre qui va obéir à Cécile Duflot, je suis celle qui va faire en sorte que le projet soit sur de bons rails ».

Décloisonner le lien avec la banlieue - La ministre entend réunir notamment tous les présidents de conseils généraux, le président de la région IDF Jean-Paul Huchon et le maire de Paris Bertrand Delanoë avec qui elle « souhaite travailler extrêmement étroitement ». « Il est le premier maire de Paris dans l'histoire qui a eu la volonté de décroiser le lien avec la banlieue », a souligné l'élue locale de Villeneuve Saint-Georges (Val-de-Marne).

Le Val-de-Marne s'inquiète

Le président du conseil général du Val-de-Marne Christian Favier (Front de Gauche) a mis en garde vendredi 25 mai contre toute « remise en cause » du projet du Grand Paris, s'inquiétant notamment du choix de l'écologiste Cécile Duflot pour porter ce dossier au sein du gouvernement. « Avoir confié ce dossier essentiel pour l'avenir de la région capitale à une ministre présidente d'un groupe qui ne l'a pas soutenu à la région n'est pas forcément le meilleur signe donné sur le sujet », a estimé Christian Favier dans un communiqué.

Géré avant l'élection présidentielle par le ministre de la Ville Maurice Leroy, le dossier a été confié dans le nouveau gouvernement à Cécile Duflot, la ministre de l'Egalité des territoires.

« J'entends et je lis, à l'occasion de la mise en place du nouveau gouvernement, des propos inquiétants sur le devenir de projet de transport du Grand Paris Express », a indiqué M. Favier. « Toute remise en cause de ce projet qui a fait l'objet d'un accord unanime entre l'Etat, la région Ile-de-France et les 8 départements franciliens serait incompréhensible pour nos concitoyens et funeste pour nos territoires », a poursuivi l'élus.

Duflot récupère le Grand Paris, sous les critiques

La nouvelle ministre de l'Egalité des territoires, Cécile Duflot, a récupéré le dossier du Grand Paris. Une attribution qui soulève les critiques, alors que l'écologiste s'est opposé ce projet à la région. « Je ne suis pas la ministre qui va obéir à Cécile Duflot, je suis celle qui va faire en sorte que le projet soit sur de bons rails », a-t-elle assuré jeudi.

Certains considèrent qu'elle est « l'une des opposantes les plus virulentes » de ce projet. Pourtant, Cécile Duflot a récupéré, dans ses attributions de ministre de l'Egalité des territoires, le dossier du Grand Paris. Une décision qui déplaît fortement à droite. Dans un communiqué, Valérie Pécresse estime vendredi que « cette attribution est une très mauvaise nouvelle pour le développement de notre région en matière de transport, d'emploi et de logement ». L'ancienne ministre et chef de l'opposition au conseil régional d'Ile-de-France rappelle que le groupe écologiste « a toujours voté contre » et craint un « démantèlement programmé » du Grand Paris suite aux propos de Cécile Duflot.

Jeudi, la ministre écologiste a indiqué qu'elle allait lancer une « concertation approfondie avec tous les acteurs de ce projet, pour évaluer avec eux quel est son avenir, l'évaluation qui est en faite et quelle est la nouvelle donne » avec l'élection de François Hollande. Dans le gouvernement de François Fillon, le Grand Paris était entre les mains du ministre de la Ville, Maurice Leroy. Mais il n'est pas retombé dans l'escarcelle de François Lamy (le ministre délégué chargé de la Ville, Ndlr) sous Ayrault.

« Elle a toujours combattu ce projet »

« Ce qui me choque, c'est qu'elle a toujours combattu ce projet », déclare également Rama Yade dans un billet publié sur son blog. « Encore une de ces aberrations dont la gauche a le secret et qui m'amènera à être particulièrement vigilante », précise la candidate aux législatives à Colombes et Asnières (Hauts-de-Seine).

Même inquiétude du côté du sénateur centriste, Yves Pozzo di Borgo, qui estime que Cécile Duflot n'est pas « légitime pour conduire cette mission ». « Comment peut-on confier une telle responsabilité à une élue écologiste qui annonçait il y a peu que le Grand Paris ne se ferait pas ? », se demande l'élus parisien dans un communiqué, expliquant que ce dossier demande "une implication à temps plein et un engagement total de la part du responsable en charge ».

Une « nouvelle ère dans la construction du Grand Paris »

Même à gauche, on s'interroge. Ainsi, le président du conseil général du Val-de-Marne, Christian Favier (Front de gauche) a mis en garde vendredi contre toute « remise en cause » du projet du Grand Paris. « Avoir confié ce dossier essentiel pour l'avenir de la Région capitale à une ministre présidente d'un groupe qui ne l'a pas soutenu à la Région n'est pas forcément le meilleur signe donné sur le sujet », a-t-il estimé dans un communiqué. Avant de conclure : « Toute remise en cause de ce projet qui a fait l'objet d'un accord unanime (...) serait incompréhensible pour nos concitoyens et funeste pour nos territoires. »

Malgré les critiques, Cécile Duflot a reçu quelques soutiens vendredi. Le député PS de Seine-Saint-Denis, **Claude Bartolone, a déclaré que cette attribution était « un symbole fort et porteur d'espoir »**, estimant que « cela ouvre clairement une nouvelle ère dans la construction du Grand Paris ». « Le Grand Paris doit désormais devenir un projet global où les questions de solidarités sociales et financières, de logement, de développement économique, d'aménagement durable ne seront plus oubliées », a expliqué celui qui est

également président du conseil général. De son côté, le sénateur-maire PS d'Alfortville (Val-de-Marne), Luc Carvounas, a également salué les récents engagements pris par Cécile Duflot en faveur d'une avancée rapide sur le Grand Paris et du « lancement d'une concertation avec l'ensemble des acteurs concernés ». Tout en rappelant que « la vigilance des élus territoriaux sera aussi importante que leurs attentes ».

« Mes positions antérieures sont connues »

La ministre savait qu'elle ferait face aux critiques. « Mes positions antérieures sont connues (...) J'ai été nommée en connaissance de cause mais je ne suis pas la ministre qui va obéir à Cécile Duflot, je suis celle qui va faire en sorte que le projet soit sur de bons rails », a-t-elle d'ailleurs assuré jeudi, en marge d'une réunion publique d'EELV sur les législatives. « La fonction d'un ministre en charge de ce dossier-là n'est pas pour l'heure d'avoir un avis mais plutôt d'identifier ce qui sera, en lien avec l'ensemble des acteurs, le point commun qui permet d'avancer vite parce que la question c'est quel est l'avenir de la métropole et il ne peut être dessiné qu'en commun », a-t-elle ajouté, précisant qu'elle allait « avancer » dans ce dossier « sans a priori et avec beaucoup d'envie ».

En février 2010, en marge d'un débat à Rouen, Cécile Duflot avait estimé que le concept du Grand Paris prôné par Nicolas Sarkozy était « une vision de l'aménagement du territoire datant des années 1970 ». Mais elle avait aussi affirmé lors de la campagne des régionales de 2010 que les « décisions » sur l'organisation du Grand Paris « devront être validées par référendum », et avait assuré qu'elle se battrait pour que ce soit « les Franciliens qui décident de leur avenir ».

Le projet comprend notamment Grand Paris Express, une double boucle de métro automatique nécessitant la construction de 205 km de nouvelles voies qui doit être bouclée vers 2025. Le premier forage de reconnaissance du sol a été réalisé fin mars à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Anne-Charlotte Dusseaulx (avec AFP) - leJDD.fr

vendredi 25 mai 2012

Cécile Duflot attendue au tournant du Grand Paris Express

Publié le vendredi 25 mai 2012

Parmi les nombreux dossiers que la ministre de l'Égalité des territoires et du Logement va avoir à traiter figure le Grand Paris, comme le confirme le décret d'attribution publié au Journal officiel, vendredi. Un portefeuille qui en a surpris plus d'un compte tenu des anciennes prises de position de Cécile Duflot, farouche opposante au projet au sein du conseil régional d'Ile-de-France.

Jeudi, la ministre a annoncé qu'elle allait lancer sans tarder une vaste concertation avec tous les acteurs et « sans a priori ». « La fonction d'un ministre en charge de ce dossier-là n'est pas pour l'heure d'avoir un avis mais plutôt d'identifier ce qui sera, en lien avec l'ensemble des acteurs, le point commun qui permet d'avancer vite, parce que la question c'est : **quel est l'avenir de la métropole ?** » et il ne peut être dessiné qu'en commun », a-t-elle tenu à rassurer.

L'inquiétude est pourtant palpable chez les élus. Non que les relations avec l'ancien gouvernement aient toujours été idylliques, loin s'en faut, mais au terme d'une longue concertation, le réseau de transport du Grand Paris Express a abouti à un « accord unanime » entre l'État, la région et les huit départements, comme le rappelle Christian Favier, le président communiste du conseil général du Val-de-Marne, pour qui tout retour en arrière serait « incompréhensible et inacceptable ».

« J'entends et je lis, à l'occasion de la mise en place du nouveau gouvernement, des propos inquiétants sur le devenir de projet de transport du Grand Paris Express », grince l'élu, dans un communiqué du 25 mai. Christian Favier annonce avoir écrit au Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, « pour lui faire part des sujets prioritaires à traiter en Val-de-Marne ». Ce département, dont il est également sénateur, doit bénéficier de trois lignes de métro et de dix-sept nouvelles gares à compter de 2018.

Le sénateur de Paris et président du groupe Centre et Indépendants au Sénat, Yves Pozzo di Borgo, est lui aussi monté au créneau, qualifiant cette nomination de « folie ». « Compte tenu des enjeux internationaux qu'il représente, le Grand Paris aurait exigé un ministère dédié, déplore-t-il dans un communiqué, vendredi. C'est un dossier qui demande une implication à temps plein et un engagement total de la part du responsable en charge. »

Un peu plus tôt dans la semaine, la chef de l'opposition au conseil régional d'Ile-de-France, l'ex-ministre du Budget UMP Valérie Pécresse avait estimé que le projet du Grand Paris était « en péril ».

Pour calmer les esprits, Cécile Duflot a déjà annoncé qu'elle rencontrerait tous les présidents de conseils généraux, le président de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, et le maire de Paris, Bertrand Delanoë. A noter que le Grand Paris s'est aussi fixé un objectif de 70.000 logements par an, domaine dont elle aura également la charge...

M.T.

Localtis

Commentaires de l'AMUTC

Ce serait bien qu'elle rencontre les usagers. Quid de l'AUT ?

La nouvelle ministre en charge du développement de la région capitale s'était vertement opposé, en janvier 2011, au projet « Grand Paris Express ».

Le communiqué valait condamnation. Le 26 janvier 2011, Cécile Duflot, alors présidente du groupe EELV au conseil régional d'Ile-de-France, brisait le consensus entre Maurice Leroy, ministre de la Ville en charge du Grand Paris et Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional d'Ile-de-France.

Avec son alter ego écologiste, Jean-Vincent Placé, vice-président aux transports de la collectivité, elle s'en prenait au super métro dessiné par le gouvernement et accepté par la région en l'échange d'une modification de son tracé et du soutien de l'Etat à l'amélioration du réseau existant.

Gros plan sur les principaux griefs exprimés par la future ministre de l'égalité des Territoires à qui un décret d'attribution en date du 24 mai a confié « le développement de la région capitale ».

« Un projet déconnecté des urgences »

- « La desserte fine du territoire prônée par le projet de la région ne sera pas réalisée. C'est donc un projet déconnecté des urgences et des préoccupations des Franciliens, avec un faible nombre de gares par rapport à la proposition faite par la région, tournant le dos aux besoins des territoires désenclavés. »

Commentaires de l'AMUTC

C'est parfaitement vrai. Pourtant le débat public avait donné raison à la Région. Il n'en a que très peu été tenu compte, sauf pour la partie Orbival...

« Un scandale démocratique »

- « La région accepte que la compétence transport soit reprise en main par l'Etat à travers une Société du Grand Paris gouvernée sans les élus franciliens (...). Cette recentralisation n'est pas seulement un scandale démocratique, c'est un danger pour nos investissements. Les écologistes demandent la dissolution de la Société du Grand Paris (SGP) et le transfert de ses prérogatives au Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF). »

Commentaires de l'AMUCT

Elle a raison. C'est le minimum...

« Un financement de l'Etat qui n'est pas assuré »

- « Le financement du projet « Grand Paris Express » tel que présenté aujourd'hui n'est pas assuré. Les écologistes attendent encore des engagements fermes et précis sur les engagements de l'Etat, condition sine qua non à l'amélioration et au développement des transports en commun en Ile-de-France, notamment sur le Versement Transports ou la TIPP dite Grenelle. »

Commentaires de l'AMUTC

Elle a encore raison. Le projet n'est pas financé...